

18 décembre 2006, Mirabel

Allocution à l'occasion de la remise de terrains à Mirabel

Bon après-midi.

Avant de commencer, j'aimerais reconnaître certains invités spéciaux qui sont ici aujourd'hui : Je tiens à remercier tous ceux et celles qui sont ici présents à l'occasion de cette importante annonce. Et en particulier, le ministre Cannon pour l'excellent travail qu'il a fait dans ce dossier. Comme il est le ministre responsable du Québec, cette affaire lui tenait à cœur depuis bien longtemps. Et notre présence ici aujourd'hui est due en grande partie aux efforts qu'il a déployés. Je remercie en outre le député de Lotbinière–Chutes-de-la-Chaudière qui a réussi se libérer, malgré un emploi du temps très chargé. Depuis son élection, Jacques accomplit un excellent travail à titre de secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture. Et enfin, je tiens bien évidemment à remercier le président du Comité des 11 000 acres, Marcel Denis. Le plaidoyer passionné fait par Marcel au fil des ans en faveur des agriculteurs de Mirabel est vraiment remarquable. J'aimerais aussi remercier le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, Laurent Pellerin, Le président de la Fédération UPA Outaouais–Laurentides, Richard Maheu, Et enfin le maire de Mirabel, Hubert Meilleur.

Mesdames et Messieurs, c'est un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui afin de corriger une injustice historique. Le 27 mars 1969, le gouvernement fédéral a commis un acte horrible pour la population de Sainte-Scholastique. Ottawa a annoncé que leurs terres allaient être expropriées pour permettre la construction du plus grand aéroport du monde. Près de cent mille acres des meilleures terres agricoles de la province ne seraient plus productives. Sans aucune consultation. Sans aucune considération. Sans aucun choix. C'était fait dans ce qu'ils disaient « l'intérêt national ». C'était à l'époque du gouvernement omniprésent et centralisateur. Ils avaient de grandes idées. Pour de grands projets. Qui coûtaient beaucoup d'argent. Et entraînaient de lourds impôts. Et une lourde dette.

Mais ça leur était égal. À cette époque, Ottawa prenait ce qu'il voulait. Cette décision a touché des milliers de personnes. Des familles ont perdu leur foyer. Des agriculteurs ont perdu leur gagne-pain. Et une communauté québécoise qui avait travaillé dur pendant des générations ne comptait plus. Et tout ça pour quoi ? En quelques années seulement, il était clair que Montréal n'avait pas besoin d'un aéroport de cette taille. L'aéroport de Dorval existait et, ironiquement, a été rebaptisé du nom du premier ministre qui a conçu Mirabel.

Je ne dis pas que le projet de Mirabel était une erreur totale. Il fallait un aéroport pour le fret et un endroit où Bombardier pourrait construire ses avions. Mais il suffisait de 6 000 acres. Et quand les agriculteurs de la région ont demandé pourquoi on ne leur revendait pas le reste de leurs terres, le gouvernement a répondu « Oubliez ça », nous en aurons peut-être besoin un jour. Mais ça n'a jamais été le cas, et les terres n'ont jamais été rendues aux agriculteurs. Jusqu'à ce que le premier ministre Brian Mulroney prenne le pouvoir à Ottawa. En l'espace d'un an, il a rendu aux agriculteurs 80 % de leurs terres. Plus tard, les Conservateurs ont permis aux agriculteurs de louer la majeure partie des terres restantes.

C'était certainement de la bonne volonté, mais ce n'était pas vraiment ce que voulaient les producteurs. C'est ce que j'ai constaté quand j'ai visité cette région en novembre 2004. J'ai

rencontré des hommes et des femmes qui souffrent toujours de la décision prise par Ottawa il y a 35 ans. Ils ont dit : Donnez-nous une chance de réclamer ce qui nous a été enlevé. Depuis ce jour, j'ai décidé de me battre pour les agriculteurs de Mirabel. De terminer ce que mon prédécesseur conservateur avait commencé. Le même mois, nous avons soumis une motion demandant au gouvernement libéral précédent d'agir comme il se doit et de vendre les terres inutilement expropriées.

Le 25 novembre, j'ai présenté la motion suivante : « Que la Chambre demande au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour revendre les 11 000 acres de terres arables aux familles et aux agriculteurs qui ont été expropriés de leurs terres pour la construction de l'aéroport de Mirabel ». Les libéraux fédéraux – y compris les députés et ministres du Québec ont tous dit « non ».

Mais c'est du passé. Il y a un nouveau gouvernement à Ottawa. Un gouvernement qui veut changer les choses – pour vrai avec des gens comme le ministre Cannon qui est avec nous aujourd'hui. Lawrence a mené la charge – et il a livré la marchandise. Voilà pourquoi j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que notre nouveau gouvernement va permettre aux agriculteurs de Mirabel de racheter les terres qu'ils louent pour le moment.

In allowing the farmers of Mirabel to reacquire their land, we are correcting an error of history and looking toward the future.

Nous tenons parole et nous livrons la marchandise. Un comité de transition sera formé afin d'assurer un consensus acceptable sur le programme de vente. L'annonce d'aujourd'hui donne enfin aux agriculteurs de Mirabel la possibilité de posséder la terre sur laquelle ils travaillent depuis tant d'années.

Pour certains, la possibilité de posséder la terre qui appartient à leur famille depuis des générations.

Et la possibilité de tourner la page et de regarder vers l'avenir.

Merci.